Investissement Canada—Loi

● (1220)

L'amendement exigerait qu'une compagnie ait fait la preuve de sa rentabilité économique dans son pays d'origine. Même les pays du tiers monde les plus démunis comprennent qu'une telle vérification s'impose lorsqu'une société fait l'acquisition d'entreprises dans lesquelles elle est spécialisée. Mais le gouvernement ne le comprend pas. Il refuse d'inclure une telle disposition dans son projet de loi.

Après ses paroles creuses sur l'égalité pour les femmes, les handicapés et les autres groupes minoritaires, le gouvernement rejette toute mesure permettant de vérifier les états d'une compagnie en matière d'égalité d'emploi dans son pays d'origine. C'est dire que ce projet de loi est boîteux, qu'il repose sur les arguments les plus fallacieux qu'on puisse imaginer. Si je devais être à nouveau professeur et noter l'exposé économique du ministre de l'Expansion industrielle régionale, je crois malheureusement que je ne pourrais lui donner qu'un «F».

Quand on écoute le ministre, on ne comprend pas pourquoi cette mesure nous a été présentée. Il nous a parlé de la terrible baisse des investissements étrangers au Canada. Quand je lui ai posé une question à ce sujet, j'ai cité des chiffres de Statistique Canada démontrant à l'évidence qu'il n'y a eu aucune baisse appréciable des rentrées directes de capitaux étrangers au Canada à cause de l'AEIE, contrairement à ce qu'on affirme.

Le ministre parle de mettre le Canada sur la carte du monde. Je n'aime guère éclairer sa lanterne, mais nous sommes peut-être le pays qui fait le plus de commerce avec l'étranger en Amérique du Nord et en Amérique du Sud. Nous éclipsons les États-Unis que nous laissons loin derrière sur ce chapitre.

M. Stevens: Ce n'est pas vrai.

M. Langdon: C'est la pure vérité. Au demeurant, le commerce extérieur représente 25 p. 100 de notre produit intérieur brut, contre 11 p. 100 seulement aux États-Unis.

M. Stevens: Mais les États-Unis sont dix fois plus gros que le Canada.

M. Langdon: Voilà les faits qui démontrent que nous laissons les États-Unis bien loin derrière nous sur le plan du commerce extérieur. Mais comme nous commerçons davantage, nous devons être au courant de la conjoncture internationale. Nous devons savoir que tous les pays du monde soutiennent leurs sociétés qui luttent pour se tailler une place dans les échanges internationaux. La France, la Grande-Bretagne, la Suède, la Suisse et le Japon se sont dotés de vastes programmes de soutien qui leur permettent d'être dynamiques, efficaces et de s'imposer à l'échelle internationale, à tel point qu'ils dament le pion à notre empêtré de ministre dans le cas des quotas dans l'automobile, par exemple.

Ces pays soutiennent leurs compagnies et leurs concitoyens parce que ces débouchés à l'étranger représentent des emplois pour eux. Ce qui n'empêche pas notre ministre de démanteler de solides mécanismes qui nous permettraient de soutenir vigoureusement la concurrence internationale. Il ne nous présente pas au monde, il jette les sociétés canadiennes sur un marché dur, impitoyable, sans l'aide qu'offrirait tout gouvernement responsable, moderne et démocratique.

Le ministre parle de donner des emplois aux travailleurs. Aucun député ne tient plus que moi à donner un emploi aux 15 p. 100 de travailleurs qui sont au chômage. Ce projet de loi met un terme à l'examen; c'est pourtant cela qui nous permet de créer des emplois grâce aux investissements étrangers. Qui-conque étudie honnêtement le fonctionnement des entreprises étrangères et des grands conglomerats du monde entier admettra que des problèmes se posent. Les sociétés servent les intérêts de leur pays d'origine et il faut exercer des pressions sur elles pour qu'elles créent des emplois dans la recherche et le développement au Canada. C'est ce que fait le système d'examen. Il sert à obtenir des emplois pour les Canadiens et non à leur en faire perdre. En supprimant ce système d'examen, le ministre fera perdre des emplois au Canada. Il devrait être disposé à l'admettre au lieu d'essayer de se justifier en invoquant des arguments fallacieux.

Le ministre devrait par ailleurs admettre qu'il est fallacieux de prétendre, comme il le fait, que l'Agence d'examen de l'investissement étranger donnait une idée fautive du Canada dans le monde entier. Il est facile de réfuter cet argument. Je lui recommande d'acheter une série de panneaux d'affiche et de faire de la publicité à New York et à Londres. Il devrait acheter une série de panneaux d'affichage, y inscrire ses slogans et les mettre à Paris. Il n'y aurait pas de problème. Il ne devrait toutefois pas s'en servir comme excuse pour modifier des mesures législatives très importantes qui aident les agglomérations canadiennes et protègent les emplois canadiens.

Il convient de signaler par ailleurs que le ministre a essayé de mettre un terme au débat à toutes les étapes et d'empêcher des témoins de comparaître. Il y avait 28 témoins qui voulaient parler devant le comité du développement régional, mais ils en ont été empêchés. L'opposition a présenté à la Chambre des amendements mûrement réfléchis mais un seul a été accepté par erreur. Dieu soit loué, celui-là a été accepté!

Le projet de loi à l'étude est mal fait; il est irréflecti et il est défendu par des arguments fallacieux. C'est un projet de loi qui a été imposé de force à la Chambre d'une façon désagréable et autocratique, comme on peut l'imaginer. Ce projet de loi ne tient pas compte du tout du véritable défi que nous avons à relever pour l'avenir, à savoir canadianiser notre économie.

Les députés de ce côté-ci de la Chambre sont fiers des entreprises canadiennes. Nous sommes fiers de donner notre appui aux entreprises canadiennes qui luttent sur un marché international impitoyable. Si c'est cela le nationalisme, je suis fier d'être nationaliste. Je suis fier d'accepter un terme que le ministre considère comme un terme à proscrire. Pour moi, le nationalisme, c'est défendre les intérêts de notre pays, c'est aider nos entreprises à avoir un répit bien mérité contre l'influence des sociétés gigantesques bien plus grandes et bien plus puissantes qu'elles. Je suis fier qu'il y ait maintenant des multinationales canadiennes dans le monde entier. Je veux qu'il y en ait plus. Je veux que notre pays joue un rôle important dans l'économie mondiale, mais ce n'est pas avec une mesure législative aussi mauvaise que celle-ci qu'on y arrivera. Ce qu'il faut, c'est donner l'exemple en refusant ce genre de mythe idéologique et en affrontant l'avenir plutôt qu'en fuyant le passé.